



Communiqué de presse

Jolly Jumper ou Flipper le Dauphin, histoire d'un libre-échange vérolé...

De la viande de cheval venue s'immiscer dans des lasagnes au boeuf. Et alors ? Ce n'est finalement, dans l'esprit de beaucoup, pas si dangereux.

Après tout, ce n'est pas complètement faux, sauf si la marchandise est en plus avariée. Mais l'emballage médiatique témoigne surtout de la peur presque panique à l'idée de malversations tenant à l'alimentation humaine. En cause, des échanges internationaux, en l'occurrence intra-européens, mal maîtrisés, à l'innocuité non certifiée. La traçabilité louée hier est remise en cause aujourd'hui. Il faut dire qu'un coup de tampon transformant une vache moldave en bœuf charolais fait mauvais genre... Et les boîtes de thon à bas coût qui contiennent pour moitié du dauphin, ça vous dit ?

Nous assistons là à une conséquence de la politique de diminution des effectifs publics et des moyens attribués aux administrations pour remplir leurs missions de contrôle, des mesures prises au nom de l'austérité et de la primauté absolue de la libre-circulation des marchandises au détriment du contrôle !

Ne rabâche-t-on pas, dans ces supports médiatiques et chez la plupart de nos gouvernements européens, soudain pris de panique, que le libre-échange commercial est gage de prospérité et garant d'échanges sains ? Que la suprême horreur s'appelle contrôle physique de la marchandise et contrôle aux frontières, à la circulation... Presque du protectionnisme, pensez-vous, cet horrible repli sur soi nationaliste ! Que la mise en responsabilité des acteurs, qui s'autocontrôlent, vaut tellement mieux qu'un contrôle public tatillon et de fait obsolète, la priorité étant une marchandise qui circule le plus vite possible, fut-elle dangereuse pour notre santé !

Mais nul doute que, comme pour la crise financière de 2008, les préconisations pour un contrôle renforcé et une mise au pas de la finance internationale se confronteront rapidement au rapport de force mis en place par les lobbys et institutions patronales et financières. Bref, que même si la santé humaine est en jeu, tout cela sera bien vite oublié et que l'hallali actuel contre les fraudeurs et mafias de tout poil sera rapidement calmé au prétexte de quelques contrôles médiatiquement orchestrés... dans l'attente du prochain scandale sanitaire. Surtout ne pas pointer du doigt un système économique et financier que, malgré de grands discours vengeurs, l'on cautionne finalement.

D'ailleurs, comme on l'a dit, la santé humaine n'est pas véritablement en jeu. Après tout, ce n'est qu'une substitution d'une viande comestible par une autre, qu'on y ait décelé des traces d'anti-inflammatoires pour vieux chevaux malades, et normalement interdits pour le bétail à destination de la consommation humaine, ne provoquera pas de crise sanitaire. Bref, dans l'esprit de beaucoup, il n'y a pas vraiment péril en la demeure.

Que se passerait-il en revanche si des éléments radioactifs se retrouvaient dans vos lasagnes ? La tempête médiatique aurait-elle été aussi forte ? Quand on constate ce qui s'est passé après mars 2011 et l'accident de Fukushima et l'arrivée suite à celui-ci de marchandises, y compris alimentaires, en Europe sans qu'aucun contrôle n'ait été réellement effectué, on peut en douter ! Tout cela pendant que les douanes russes bloquaient à leurs frontières des pièces automobiles radioactives...

Telle est pourtant la réalité du libre-échange généralisé, souhaité par les deux bords de l'échiquier politique à quelques exceptions près. Un conteneur sur 1000 au mieux contrôlé, une absence quasi totale de contrôle public, cette « charge » étant désormais transférée à l'opérateur lui-même... Les dérives sont aisément imaginables quand l'argent prime sur l'humain. Et ce ne sont pas quelques habituelles rododromes politiques qui changeront la donne, sans compter les salariés des sociétés indélicates qui pourraient payer les pots cassés. C'est une autre politique qui est nécessaire, radicalement différente, qui jugule réellement les flux vérolés par un contrôle physique de la marchandise. Mais pour cela, il faut des effectifs, des moyens conséquents. En bref, c'est toute la politique économique et budgétaire actuelle qu'il faut revoir. De fond en comble.

Personnes de contact :	Aubry MAIRIAUX (UNSP)	0032 – (0)497 86.12.80
	Nathalie LEKEUX (UNSP)	0032 – (0)498 30.65.91
	Elie LAMBERT (Solidaires Douanes)	0033 – (0)6 86 45 32 39
	Philippe BOCK (Solidaires Douanes)	0033 – (0)6 83 08 24 21

UNSP - Secteur Finances, Rue des Colonies, 18-24 Bte 4 - 1000 BRUXELLES

☎ 0032 – (0)2 – 218.16.59 📠 0032 – (0)2 – 217.99.71 @ : unsp.fin@unsp-finances.be

SITE WEB : <http://www.unsp-finances.be>

SOLIDAIRES DOUANES, 93 Bis, Rue de Montreuil Bte 56 – 75011 PARIS

☎ 0033 - (0)1 55 25 28 85 @ : solidaires-douanes@solidaires-douanes.org

SITE WEB : <http://solidaires-douanes.org/>

L'UNSP et SOLIDAIRES DOUANES sont membres de l'UFE
(Union du personnel des Finances en Europe : <http://www.ufe-online.eu>)

